

unité départementale des Côtes d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 PLERIN

PLERIN, le 17/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **IDEX ENVIRONNEMENT BRETAGNE( SARL)**

Les Basses Landes  
22100 Taden

Code AIOT : 0005500440

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement IDEX ENVIRONNEMENT BRETAGNE( SARL) implanté 6, Les Basses Landes 22100 Taden. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IDEX ENVIRONNEMENT BRETAGNE( SARL)
- 6, Les Basses Landes 22100 Taden
- Code AIOT : 0005500440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement procède à l'incinération d'ordures ménagères et de déchets non dangereux (encombrants, déchets d'origine industrielle et commerciale).

Le site relève de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 de la nomenclature. A ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles dites "IED".

Cette activité est principalement réglementée par :

- l'arrêté préfectoral du 29/11/2006,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 07/08/2013,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 09/06/2022 relatif aux installations IED.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale air 2023
- surveillance des émissions atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Etalonnage des appareils de mesures	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejet eau	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article IV	Sans objet
3	Indisponibilité des moyens de traitement	Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 2.2	Sans objet
4	Indisponibilité des dispositifs de mesures des dioxines / furanes	Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 4	Sans objet
5	Indisponibilité des dispositifs de mesures	Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 4	Sans objet
6	Autosurveillance des rejets d'air	AP Complémentaire du 07/02/2013, article 5	Sans objet
7	Concentrations et flux des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 07/02/2013, article 3	Sans objet
8	surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité de nature à entraîner des suites administratives n'a été relevée lors de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejet eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral complémentaire du 29/11/2006, article 4.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, respect des VLE
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les eaux résiduaires industrielles de l'usine et les effluents issus des opérations de dépotage et d'entreposage de déchets [...]  le PH de rejets est compris entre 5,5 et 8,5
<b>Constats :</b> Les effluents industriels de l'exploitant sont constitués des eaux de lessivage de la plateforme de stockage et de maturation des mâchefers ainsi que des eaux usées issues du traitement des fumées traitées dans la station physico-chimique du site. Ces eaux sont dirigées vers 3 lagunes de décantation avant d'être renvoyées vers la STEP communale.  Un contrôle par sondage uniquement sur les teneurs des principaux polluants a été réalisé : les résultats mensuels de l'autosurveillance des rejets d'eau en sortie du site sur la période d'Août 2022 à août 2023. La restitution des résultats d'autosurveillance des rejets d'eaux met en exergue plusieurs dépassements sur le paramètre pH. Ces dépassements sont récurrents. Il apparaît également que 2 % des valeurs en CO sont en dépassement. Ces dépassements ne constituent pas des écarts notables.  Sur le paramètre pH, l'exploitant a identifié les conditions suivantes induisant un dépassement du seuil de pH: - la température, - et les eaux résiduaires de la plateforme de maturation des mâchefers.  Des tests sur le traitement des eaux ont été réalisés durant la période estivale au droit des lagunes et en sortie de la station physico-chimique de l'usine. Un traitement à partir d'acide chlorhydrique a été mis en place dans le local de la station physico-chimique. Les valeurs de pH sont revenues à la normale depuis le 20 août dernier. Le pH en sortie lagune lors de l'inspection était de 6,87.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Traitement des fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose notamment des procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- arrêt et démarrage du four,</li><li>- arrêt d'urgence en cas de dysfonctionnement,</li><li>- chute de la T2S (« température 2 secondes » : température pour contrôler le fonctionnement du four),</li><li>- mode opératoire par paramètres (HCl, NOx, SO2, NH3, poussières, CO) en cas de dépassement des valeurs limites d'émissions.</li></ul> <p>Le personnel interrogé par sondage (procédure relative aux arrêts d'urgence et au dépassement de la concentration NOx rejeté à l'atmosphère) a connaissance du contenu de ces procédures ayant fait l'objet d'un contrôle.</p> <p>Le personnel en charge de la surveillance des installations procède également à une ronde de contrôle toutes les 2 heures. Cette ronde fait l'objet d'une procédure écrite, cependant aucun enregistrement permettant de s'assurer de la réalisation des rondes n'est effectué. <b>Il convient que les mesures permettant la traçabilité de ces opérations soient mis en œuvre.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Indisponibilité des moyens de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/11/2016, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réserve de consommable
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.
<b>Constats :</b> Ce point a fait l'objet d'un contrôle au cours de l'année 2022. Suite à la précédente inspection, des éléments complémentaires ont été demandés concernant le traitement des NOx. Les NOx sont traités par injection d'une solution d'ammoniac dans un catalyseur. il a été demandé de préciser et justifier les durées de disponibilité des moyens de traitement dont dispose l'installation pour ce paramètre et les mesures définies pour limiter les indisponibilités en cas de tension sur l'approvisionnement de ce réactif. En ce qui concerne le traitement des NOx, le site dispose d'une cuve d'ammoniaque de 33 m3.  Cette observation a fait l'objet d'une note écrite de la société IDEX ENVIRONNEMENT. Compte tenu du seuil de régulation des NOx en cheminée (80mg/Nm3) pour les 2 lignes d'incinération, en fonctionnement nominal, l'exploitant déclare une consommation de l'ordre de 0.65 m3/jour, soit une disponibilité de l'ordre de 40 jours lorsque que la cuve est pleine. L'exploitant précise procéder au suivi du niveau de stock de réactif de manière à procéder à une planification de la livraison 15 jours à l'avance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Indisponibilité des dispositifs de mesures des dioxines / furanes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mesures en semi-continu
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur une année le temps cumulé d'indisponibilité comprenant les arrêts, les dérèglements ou les défaillances techniques des dispositifs de mesure en semi-continu des effluents atmosphériques ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. Le calcul s'effectue sur année calendaire.
<b>Constats :</b> La surveillance en semi-continue des dioxines/furane est opérée par l'intermédiaire d'une cartouche de prélèvement contenant une résine d'adsorption. Cette cartouche dite cartouche AMESA est retirée à une fréquence mensuelle pour analyse en laboratoire. Selon les résultats transmis mensuellement par l'exploitant, le taux d'indisponibilité des cartouches AMESA sont au titre de l'année 2022 de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 1% pour la ligne 1</li><li>- 1.1% pour la ligne 2.</li></ul> Au 30 septembre 2023, les résultats de l'année 2023 atteignent un maximum de: <ul style="list-style-type: none"><li>- 4.4% pour la ligne 1,</li><li>- 0.11% pour la ligne 2.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Indisponibilité des dispositifs de mesures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mesures en continu
<b>Prescription contrôlée :</b> Le temps cumulé d'indisponibilité comprenant les arrêts, les dérèglements ou les défaillances techniques des dispositifs de mesure en continu des effluents atmosphériques ne peut excéder 60 h cumulées sur une année. [...] En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder 10 h sans interruption. [...]
<b>Constats :</b> Au titre de l'année 2022, la durée d'indisponibilité des moyens de mesures est inférieure à 60 h cumulées et 10 h consécutives. Vérification effectuée sur la période du mois de janvier au mois de septembre 2023: Les résultats de l'autosurveillance transmis mensuellement, mettent en évidence des durées d'indisponibilités de : <ul style="list-style-type: none"><li>- 3h cumulées dans l'année pour la ligne 2,</li><li>- 2h30 pour la ligne 1.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Autosurveillance des rejets d'air**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/02/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence des mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> Le programme d'autosurveillance des rejets est réalisé dans les conditions suivantes : [...]
<b>Constats :</b> Sur la période de janvier à septembre 2023, les résultats de l'autosurveillance transmis par l'exploitant permettent de constater que les fréquences de suivi pour les différents paramètres sont bien respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Concentrations et flux des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/02/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des VLE
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière que les valeurs limites d'émission dans l'air ci-après soient respectées, compte tenu des méthodes de mesures précisées ci-après: a) Monoxyde de carbone Durant le fonctionnement la concentration en monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne dépasse pas les valeurs suivantes: 1- 30 mg/Nm3 de gaz de combustion en moyenne journalière. Le flux journalier maximum autorisé est de 34 kg/j pour chaque four. 2- 150 mg/Nm3 de gaz de combustion dans au moins 95% de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes ou 100 mg/Nm3 de gaz de combustion de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures.  b) Poussières totales, COT, SO2, HCl, HF, NH3 et NOx [...]  c) Métaux [...]  d) Dioxines et furanes [...]
<b>Constats :</b> Pour la période de janvier à septembre 2023, les résultats de l'autosurveillance transmis mensuellement par l'exploitant ne présentent pas de non-conformité aux valeurs limites d'émissions sur les moyennes journalières. Les résultats transmis ne font également apparaître aucune concentration sur une demi-heure non conforme aux valeurs limites imposées. Par ailleurs, au titre de l'année 2023, les résultats de la surveillance en semi-continu des dioxines/furane, met en évidence: - une teneur maximale de 0.096 ng/Nm3 pour la ligne n°1, - une teneur maximale de 0.11 ng/Nm3 pour la ligne n°2. Le dépassement de la valeur seuil de 0,1 ng/Nm3 ne constitue pas une non-conformité. Suite à ce constat, l'exploitant a fait application de l'article 28.b1 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 prévoyant la réalisation d'une mesure ponctuelle de vérification. Le résultat de cette mesure ponctuelle s'est révélé inférieur à 0,1 ng/Nm3. D'après l'exploitant, lors de la période de prélèvement, des dysfonctionnements se sont produits entraînant plusieurs phases d'arrêt et de démarrage, en particulier un black out lié aux problèmes sur le réseau ENEDIS et des interventions de maintenance. Les résultats des contrôles semestriels mettent en évidence des concentrations à l'émission inférieures aux valeurs limites réglementaires pour l'ensemble des paramètres réglementés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 8 : surveillance des émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Contrôles semestriels
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu.  L'exploitant d'une installation d'incinération doit enfin faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, au moins deux mesures à l'émission par an du cadmium et de ses composés ainsi que du thallium et de ses composés, du mercure et de ses composés, du total des autres métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V), des dioxines et furannes.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à un contrôle des émissions atmosphériques de la ligne n°1 et 2 par la société LECES le 14 et 15 mars 2023 sous accréditation COFRAC. Les résultats présentés dans le rapport de contrôle révèlent des teneurs inférieures aux valeurs limites d'émissions imposées.  Le rapport d'analyse du contrôle inopiné des rejets atmosphériques réalisé au mois de septembre fait également état de concentrations en polluants émis à l'atmosphère inférieures aux valeurs limites réglementaires. Ce contrôle a été effectué du 25 au 26 septembre 2023 par la société DEKRA sous accréditation COFRAC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 9 : Etalonnage des appareils de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, étalonnage des appareils de mesures
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation correcte et le fonctionnement des équipements " de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux " sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait procéder à la vérification annuelle des analyseurs titulaires et redondant dont il dispose pour chacune des lignes d'incinération. Ces vérifications ont été réalisées par le laboratoire LECES sous accréditation du CORFRAC, le 14 mars et le 15 mai 2023. Le rapport de contrôle concernant les analyseurs de la ligne n°1 fait apparaître la non-conformité de la droite d'étalonnage s'agissant du paramètre HF. Il convient en conséquence qu'une procédure QAL 2 (procédure qualité à mettre en œuvre pour déterminer la fonction d'étalonnage d'un système de mesurage et la validation de cet étalonnage) soit effectuée pour ce paramètre. Pour la ligne n°2, le rapport conclut en la conformité du test de variabilité et de la fonction d'étalonnage pour l'ensemble des paramètres contrôlés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites